

Après dix jours de conférence et trois mois de pourparlers officieux, on se demande encore à quoi veulent en venir les Soviétiques.

Propagande ? Mais un incident comme la répression sanglante de la grève des chemins de Berlin fait plus de tort au bolchevisme que cent discours ou congrès n'en peuvent effacer.

Accord économique ? Mais comment expliquer que ces derniers jours à Genève, les Russes ont refusé de se prêter à toutes augmentations du trafic entre l'Est et l'Ouest.

Il y a cependant toujours des optimistes qui soutiennent que la Conférence de Paris n'est qu'une façade et que la partie véritable se joue ailleurs dans la coulisse où une trêve s'élabore. Nous ne l'avons jamais cru d'abord parcequ'il n'y a pas d'accord possible et que si l'intention des Soviétiques était de renverser leur politique, on en accélérerait les prodromes.

Il faut s'en tenir aux apparences. Le blocus de Berlin ayant mal tourné et l'industrie de la zone d'occupation russe, complètement pillée ne pouvant plus s'approvisionner, les Soviétiques cherchent, par la levée des blocus, de mettre à la charge des Américains le renforcement de leur zone sans pour cela ouvrir ses portes à une pénétration politique. On va donc aboutir — peut-être — à la création de quelque commission quadripartite qui règlera les échanges entre les zones Ouest et la zone Est. Mais les Américains, dont la France et l'Angleterre redoutaient les faiblesses, paraissent au contraire très exigeants et peu disposés à aider les Russes à se tirer d'embaras. La constitution de Bonn votée et l'Allemagne de l'ouest sur pied, les partenaires occidentaux n'ont rien à demander aux Soviétiques. Au contraire, ils redoutent les inconnues et les pièges que toute modification du statu-quo comporterait.

Les problèmes budgétaires.

S'il était besoin d'exemples pour montrer l'inanité des querelles d'idéologie politiques, combien peu elles correspondent à la nature des choses, l'heure présente offrirait ce fait : l'apparition presque simultanée du chômage dans tous les pays capitalistes, socialistes et communistes. Cela a commencé par la Belgique pour des raisons monétaires ; trois mois après c'est le tour des Etats-Unis pour des raisons de pure économie. Puis voilà l'Angleterre, elle, pour des raisons politiques, sociales et financières. Enfin c'est le tour de l'U.R.S.S. pour des raisons encore différentes. Les voici.

Le chômage en U.R.S.S.

Nous écoutions hier à Radio-Moscou, un des pionniers du Stakhnovisme faire un cours à ses camarades sur les moyens d'économiser les matières premières dans la fabrication des pièces détachées. L'U. R. S. S. manque de matières premières. L'U.R.S.S. en consomme de plus en plus pour produire un matériel de guerre qu'il faut chaque année renouveler parce qu'il se démode, augmenter parce que l'adversaire produit plus vite. L'U.R.S.S. a dû faire un nouvel emprunt forcé auprès des travailleurs — emprunt d'ailleurs tout juste couvert — parceque la politique d'armement coûte de plus en plus cher, et que, capitaliste, socialiste ou communiste, il faut toujours choisir entre le beurre et les canons quand le revenu national ne permet pas de s'offrir les deux. L'arithmétique se soucie peu des régimes.

Or, le coût de l'armement russe augmente si vite qu'il dévore la part qui reviendrait au travailleur. Loin de s'améliorer le sort de celui-ci s'aggrave ; l'armée prend tout et les usines qui ne sont pas prioritaires ferment parceque les américains interdisent l'exportation de certaines matières indispensables et aussi parceque la production russe est insuffisante à couvrir les besoins.

Cette situation paraît sans issue parceque comme cela se produit depuis un siècle, le coût des armements augmente beaucoup plus vite que le revenu des nations.

A titre d'exemple notre budget militaire suffit à peine à équiper deux divisions modernes et ce même budget eut suffi, à conditions monétaires égales, à payer toutes les guerres de Napoléon. La Russie est trop pauvre pour suivre le train très longtemps ; cela est grave.

La querelle avec Tito.

On parle d'une réunion secrète du Kominform à Prague à la suite du congrès que les communistes Tchécoslovaques y ont tenu. Malenkov y assistait. Depuis, Tass a publié une note d'un style plutôt homérique que diplomatique où Tito reçoit son dû. Celui-ci en effet, non content de résister à Staline a réussi à fomenter en Albanie une révolte contre le satellite de Moscou, Hodja. Par ailleurs l'échange de dures vérités entre les anciens complices a ouvert les yeux à beaucoup de militants dans les autres pays soumis à Moscou et un jour ou l'autre une explosion pourrait éclater. C'est ce que l'U.R.S.S. voudrait prévenir, car cela serait grave pour elle et sans doute pour le monde entier.

CRITON.